



**DIRECTION GÉNÉRALE DE LA POLITIQUE MONÉTAIRE
ET DES OPÉRATIONS BANCAIRES
DIRECTION DES ANALYSES ECONOMIQUES**

**EVOLUTION DE LA SITUATION ECONOMIQUE ET
FINANCIÈRE AU 03 JANVIER 2019**

JANVIER 2019

VUE D'ENSEMBLE

I. CONTEXTE EXTERIEUR :

Selon la rétrospective 2018 de la Banque mondiale, il est indiqué que le taux d'extrême pauvreté dans le monde a atteint son niveau historique le plus bas et devrait se concentrer de plus en plus dans une seule région. En effet, le nombre d'habitants vivant dans l'extrême pauvreté a augmenté en Afrique subsaharienne, passant de 278 millions en 1990 à 413 millions en 2015, soit un nombre supérieur à l'ensemble des autres régions réunies. Aussi, sur les 28 pays les plus pauvres du monde, 27 se trouvent dans cette région. Pour la Banque mondiale, les défis de développement auxquels le monde est confronté sont de plusieurs ordres. Ainsi, cette Institution appelle à des actions à caractère urgent pour créer un monde plus inclusif et durable.

Par ailleurs, en ce début de l'année 2019, l'opinion générale concernant l'orientation de l'économie mondiale est assez sombre, tout le contraire de début 2018. La baisse des marchés financiers traduit une inquiétude accrue sur la croissance mondiale. L'activité internationale est suspendue aux négociations commerciales entre Washington et Pékin.

S'agissant de la situation au sein des principales régions économiques, il y a lieu de relever les faits suivants :

Dans la zone euro, selon les données provisoires de l'Office européen des statistiques, Eurostat, l'inflation dans cette zone a ralenti en décembre, s'établissant à 1,6 % contre une prévision de 1,8 % et une réalisation de 1,9 % un mois plus tôt. Ce ralentissement s'explique notamment par la diminution de la hausse des prix de l'énergie au mois de décembre par rapport à novembre. Pour la Banque Centrale européenne, ce niveau légèrement inférieur à la cible de 2,0 %, constitue un signe de bonne santé de l'économie.

Aux Etats Unis, l'activité dans le secteur manufacturier s'est établie à 54,1%, soit 5,2 points de pourcentage de moins par rapport au mois de novembre 2018, selon l'enquête réalisée auprès des directeurs d'achats et publiée par l'association professionnelle ISM. Il s'agit de son plus faible niveau enregistré depuis deux ans. Toutefois, il y a lieu de souligner que c'est le 116^{ème} mois d'affilée que cet indice s'établit au-dessus du seuil de 50,0 %, délimitant la frontière entre contraction et progression de l'activité.

En Chine, dans le souci d'encourager les établissements financiers à accorder davantage de crédits au secteur privé, la Banque centrale chinoise (PBOC) procédera à une nouvelle réduction du taux des réserves obligatoires des banques de 0,5 point de pourcentage respectivement les 15 et 25 janvier courant. Ces taux se situent actuellement à 15,5 % pour les grandes banques et à 13,5 % pour les plus petites. Pour la PBOC, cette mesure permettra de libérer 800,0 milliards de yuans (soit 102,0 milliards d'euros) de fonds supplémentaires en perspective du Nouvel an chinois, principale fête du pays.

En Afrique, les autorités angolaises ont annoncé avoir mis en vigueur depuis le début de l'année 2019, la décision des pays membres de l'OPEP de réduire leur production de pétrole pour faire remonter les cours. Avec une production de 1,5 million de barils, l'Angola va devoir réduire sa production de 47.000 barils par jour soit bien plus que les 29.000 barils annoncés initialement, et espérer un impact sur les marchés internationaux.

En outre, l'analyse des marchés indique qu'au 02 janvier 2019, **les cours des produits énergétiques, miniers et céréaliers** intéressant l'économie congolaise ont enregistré les variations ci-après : Pétrole (-0,22 %), Cuivre (+0,56 %), Cobalt (-14,55 %), Or (+0,8 %), Maïs (+0,67 %), Riz (-2,18 %) et Blé (-0,64 %).

Sur le marché des changes, au 03 janvier 2019, le cours de change euro dollar américain s'est maintenu à 1,13 en dépit des incertitudes sur la croissance et du budget des États-Unis.

II. CONTEXTE INTERIEUR :

2.1. Secteur réel

Les prix intérieurs ont connu une légère accélération au mois de décembre 2018 avec un taux d'inflation de 0,493 % contre 0,478 % un mois auparavant. Toutefois, il y a lieu de souligner que l'évolution des prix a été contenue en 2018 comparativement à l'année 2017. En effet, le taux d'inflation est tombé à 7,228 % en 2018 venant de 54,709 % en 2017. L'inflation réalisée en 2018 est proche du niveau optimal, soit un taux d'inflation de 7,0 %.

2.2. Opérations financières du secteur public

Au mois de décembre 2018, la comptabilisation des opérations financières de l'Etat, intégrant l'amortissement de la dette, a affiché un profond déficit de 202,4 milliards de CDF, résultant d'un niveau des recettes de 398,9 milliards de CDF et celui des dépenses de 601,3 milliards. En cumul annuel 2018, le solde provisoire du compte de l'Etat est déficitaire de 4,3 milliards de CDF alors qu'en 2017, il était excédentaire de 0,7 milliard de CDF à la période correspondante de l'année passée, soit une détérioration de 5,0 milliards de CDF.

Au 14 décembre 2018, l'exécution du Plan de Trésorerie de la BCC s'est clôturée par un déficit de 4,340 milliards de CDF, résultant des encaissements de 15,128 milliards et des décaissements de 19,467 milliards de CDF. En cumul annuel, l'exécution du Plan de Trésorerie de la Banque Centrale affiche un déficit de 4,272 milliards de CDF.

2.3. Secteur extérieur

Au 03 janvier 2019, le marché des changes reste marqué par une relative stabilité du franc congolais sur les segments officiel et parallèle. En effet, comparativement au 27 décembre 2018, le taux de change s'est établi à 1.637,79 CDF le dollar américain sur le marché interbancaire et à 1.674,00 CDF au marché parallèle, soit

une dépréciation de 0,13 % à l'indicatif et une appréciation de la même ampleur au parallèle.

Au 27 décembre 2018, l'exécution du budget en devises s'est soldée par un déficit mensuel de 91,68 millions de USD, portant le solde annuel et les réserves de change respectivement à 69,66 millions de USD et 913,68 millions. Il s'en suit une couverture de 3 semaines d'importations de biens et services sur ressources propres.

2.4. Secteur monétaire

Au 31 décembre 2018, la situation monétaire renseigne une baisse hebdomadaire de la base monétaire de 42,5 milliards de CDF, la situant à 2.533,3 milliards, en raison de la baisse tant des avoirs extérieurs nets que des avoirs intérieurs nets.

Par ailleurs, tandis que les guichets des prêts à court terme et celui des facilités permanentes continuent à être inactifs, les volumes des transactions hebdomadaire et mensuel sur le marché interbancaire ont été respectivement de 26,0 milliards et 90,0 milliards de CDF au 26 décembre, dénouées au taux moyen pondéré de 6,4 %. En cumul annuel, le volume des transactions a atteint 1.464,5 milliards de CDF.

L'encours global du Bon BCC a baissé à 37,5 milliards de CDF, au 02 janvier 2018, venant de 42,5 milliards une semaine auparavant, soit une injection de la liquidité de 5,0 milliards de CDF. Cet encours est constitué de 20,0 milliards pour les 28 jours et 17,5 milliards pour 84 jours.

I. ANALYSE DE L'ENVIRONNEMENT EXTERIEUR

1.1. Aperçu de l'économie mondiale

Selon la rétrospective 2018 de la Banque mondiale, il est indiqué que le taux d'extrême pauvreté dans le monde a atteint son niveau historique le plus bas et devrait se concentrer de plus en plus dans une seule région. En effet, le nombre d'habitants vivant dans l'extrême pauvreté a augmenté en Afrique subsaharienne, pour passer de 278 millions en 1990 à 413 millions en 2015, un nombre supérieur à l'ensemble des autres régions réunies. Aussi, sur les 28 pays les plus pauvres du monde, 27 se trouvent dans cette région. Pour la Banque mondiale, les défis de développement auxquels le monde est confronté sont notamment les déplacements forcés de population en raison des persécutions, des conflits ou des violences ; le réchauffement climatique ; l'exposition de la population à la pollution atmosphérique ; la malnutrition infantile et les retards de croissance ; du faible taux de scolarisation ; les inégalités dans les emplois homme et femme ; l'augmentation de l'endettement des économies ; l'urbanisation galopante ; l'exclusion financière, l'inaccessibilité à l'eau et à l'électricité.

Face à ces défis, cette Institution appelle à des actions à caractère urgent pour créer un monde plus inclusif et durable. Dans cette même logique, le Fonds Monétaire International a estimé nécessaire pour une coopération internationale ré-imaginée, qualifiée de multilatéralisme, afin de combattre les inégalités pour que les bienfaits économiques de la mondialisation soient partagés par tous et non plus seulement par quelques-uns.

1.2. Evolution de l'activité dans les principaux pays et zones économiques

1.2.1 Pool Europe

Dans la zone euro, les résultats définitifs IHS Markit de l'enquête mensuelle auprès des directeurs d'achats renseignent une quasi-stagnation pour l'industrie manufacturière européenne. En effet, l'indice PMI manufacturier a reculé en décembre pour s'établir à 51,4 contre 51,8 un mois plus tôt, soit un plus-bas niveau jamais enregistré depuis février 2016.

Par ailleurs, selon les données provisoires de l'Office européen des statistiques, Eurostat, l'inflation dans cette zone a ralenti en décembre, s'établissant à 1,6 % contre une prévision de 1,8 % et une réalisation de 1,9 % un mois plus tôt. Ce ralentissement s'explique notamment par la diminution de la hausse des prix de l'énergie au mois de décembre par rapport à novembre. Pour la Banque Centrale européenne, ce niveau légèrement inférieur à la cible de 2,0 %, constitue un signe de bonne santé de l'économie.

1.2.2. Pool Amérique

Aux Etats-Unis, selon l'enquête réalisée auprès des directeurs d'achats et publiée par l'association professionnelle ISM, l'activité dans le secteur manufacturier aux Etats-Unis s'est établie à 54,1%, soit 5,2 points de pourcentage de moins par rapport au mois de novembre 2018. Il s'agit de son plus faible niveau enregistré depuis deux ans. Toutefois, il y a lieu de souligner que c'est le 116^{ème} mois d'affilée que cet indice s'établit au-dessus du seuil de 50,0 %, délimitant la frontière entre contraction et progression de l'activité. Par ailleurs, la fermeture partielle des administrations américaines (shutdown), entamée depuis le 22 décembre, devrait se prolonger plus longtemps que prévue, après l'échec de négociations, entre le Président américain et les chefs de file des Démocrates et des Républicains du Congrès. En effet, aucun progrès n'a été réalisé pour sortir de l'impasse actuelle au sujet du financement du mur à la frontière mexicaine, voulu par le chef de l'exécutif américain.

1.2.3. Pool Asie

En Chine, l'activité manufacturière chinoise s'est contractée en décembre 2018, pour s'établir à 49,4 contre une prévision de 49,9 d'après l'enquête réalisée par le gouvernement chinois auprès des directeurs d'achats. Il s'agit en effet de sa première contraction depuis juillet 2016 et le PMI le plus faible enregistré depuis février 2016 (49), à la suite du ralentissement de la demande reflétant ainsi les difficultés que rencontre l'économie chinoise dans le contexte de guerre commerciale entre la Chine et les Etats-Unis.

C'est dans ce contexte que, dans le souci d'encourager les établissements financiers à accorder davantage de crédits au secteur privé, la Banque centrale chinoise (PBOC) procédera à une nouvelle réduction du taux des réserves obligatoires des banques de 0,5 point de pourcentage respectivement les 15 et 25 janvier courant. Ces taux se situent actuellement à 15,5 % pour les grandes banques et à 13,5 % pour les plus petites. Pour la PBOC, cette mesure permettra de libérer 800,0 milliards de yuans (soit 102,0 milliards d'euros) de fonds supplémentaires en perspective du Nouvel an chinois, principale fête du pays.

1.2.4. Pool Afrique

En Afrique, les autorités angolaises ont annoncé avoir mis en vigueur depuis le début de l'année 2019, la décision des pays membres de l'OPEP de réduire leur production de pétrole pour faire remonter les cours. Avec une production de 1,5 million de barils, l'Angola va devoir réduire sa production de 47.000 barils par jour soit bien plus que les 29.000 barils annoncés initialement, et espérer un impact sur les marchés internationaux.

1.3. Marchés des produits de base intéressant l'économie congolaise

Au 02 janvier 2018, les cours des produits de base intéressant l'économie congolaise ont évolué de manière distincte comme l'indiquent les tableaux ci-dessous.

Tableau 1 : Cours des produits miniers et énergétiques

	déc-17	31-janv.-18	29-juin-18	31-août-18	30-nov.-18	5-déc.-18	12-déc.-18	19-déc.-18	26-déc.-18	27-déc.-18	28-déc.-18	31-déc.-18	2-janv.-19	var. hebdo
Pétrole (brent) \$/baril	66,61	68,95	79,21	77,69	59,12	60,96	60,42	56,38	54,41	53,78	53,05	53,19	54,29	-0,22
variation/jour (en %)		1,21	2,15	-0,06	-1,56	-0,33	-1,04	-0,22	7,17	-1,16	-1,36	0,27	2,07	
Cuivre LME \$/tm	7 215,00	7 048,00	6 649,00	6 065,50	6 220,00	6 277,00	6 162,50	6 042,50	5 931,00	5 931,00	5 985,00	6 015,00	5 964,00	0,56
variation/jour (en %)		-0,18	-0,57	0,04	0,37	-0,46	0,86	-0,86	-0,90	0,00	0,91	0,50	-0,85	
Cobalt Londres \$/tonne	75 205,00	79 872,00	77 250,00	65 056,00	55 000,00	55 000,00	55 000,00	55 000,00	55 000,00	55 000,00	55 000,00	55 000,00	47 000,00	-14,55
Or New York \$/o.t.	1 295,61	1 340,81	1 249,70	1 202,80	1 224,90	1 235,51	1 244,94	1 250,69	1 272,48	1 269,45	1 277,99	1 277,65	1 282,66	0,80
variation/jour (en %)		0,24	-0,26	-0,13	0,11	-0,30	-0,07	0,18	0,66	-0,24	0,67	-0,03	0,39	

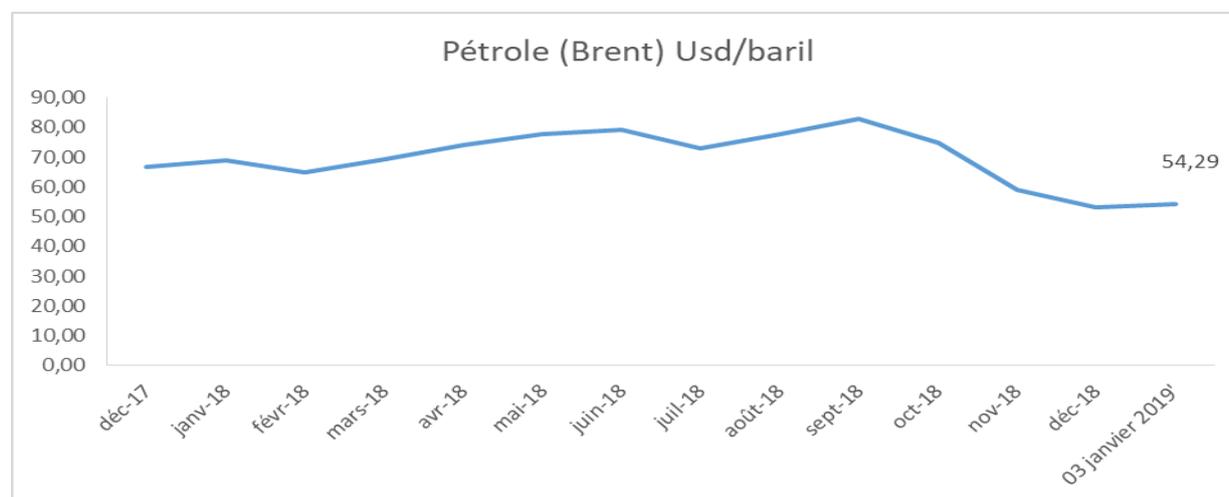
Sources : les échos /metaradar /finances.net

1.3.1. Pétrole brut

Au 02 janvier 2018, le cours du pétrole Brent, fixé à 54,29 USD le baril, a connu une baisse de 0,22 % d'une semaine à l'autre, affecté par le ralentissement de l'activité industrielle en Chine.

L'activité manufacturière chinoise s'est dégradée fin 2018, malgré une légère amélioration de la production, notamment du fait d'une baisse des nouvelles commandes, selon l'indice indépendant Caixin. En effet, un essoufflement de l'activité en Chine pèse sur la demande de pétrole étant donné qu'en 2018, la Chine est devenue le premier importateur mondial d'or noir, ravissant ce titre aux Etats-Unis, selon les données de l'Agence américaine d'information sur l'Energie (EIA).

Graphique 1 : Evolution du cours du pétrole (USD le baril)



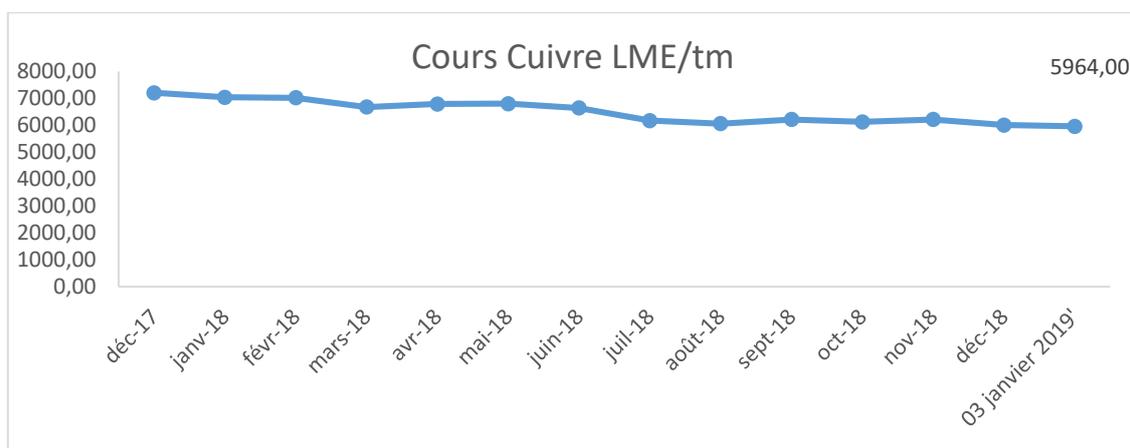
Source : Banque Centrale du Congo

2.1.1. Produits miniers

➤ Cuivre

Au 02 janvier 2018, le prix de la tonne du cuivre a enregistré une légère hausse hebdomadaire de 0,56 %, se fixant à 5.964,00 USD.

Graphique 2 : Evolution du cours du cuivre



Source : Banque Centrale du Congo

➤ Cobalt et Or

Le prix de la tonne du cobalt a enregistré une variation nulle par rapport à son niveau de la semaine précédente, se maintenant à 55.000,00 USD la tonne. En revanche, l'once d'or a connu une hausse hebdomadaire de 0,8 %, se fixant à 1.282,66 USD.

1.3.3. Produits agricoles

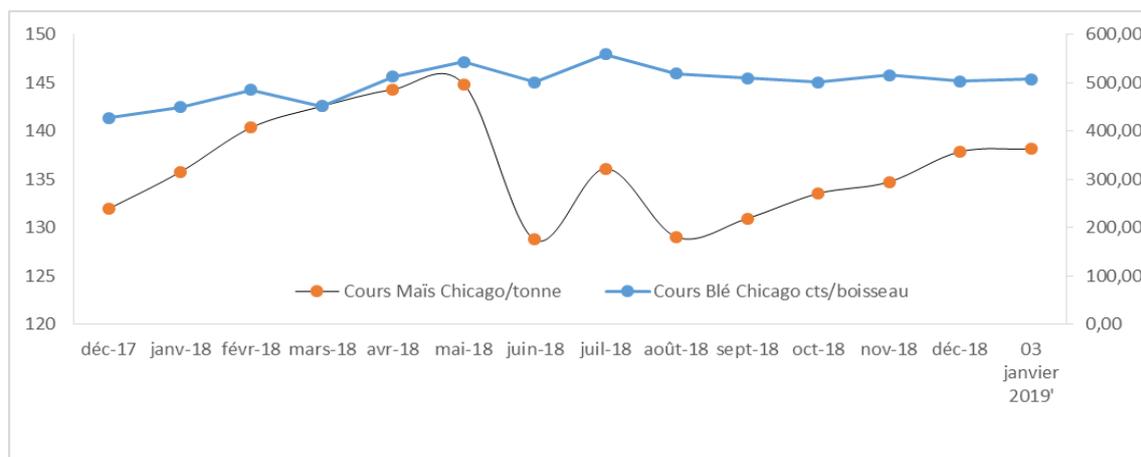
Au 02 janvier 2018, les cours du riz et du blé ont enregistré, d'une semaine à l'autre, des baisses respectives de 2,18 % et 0,64 % sur fond de recul de ventes américaines de céréales. Par contre, celui du maïs a connu une hausse de 0,67 %. Ainsi, ces cours se sont respectivement fixés à 10,09 Cts/lb, 506,75 Cts/lb et 138,14USD/tonne.

Tableau 2 : Produits agricoles

	déc-17	31-janv.-18	29-juin-18	31-août-18	30-nov.-18	5-déc.-18	12-déc.-18	19-déc.-18	26-déc.-18	27-déc.-18	28-déc.-18	31-déc.-18	2-janv.-19	var. hebdo
Riz Chicago Cts/lb	11,68	12,48	11,61	10,83	10,89	10,82	10,55	10,50	10,31	10,13	10,06	10,10	10,09	-2,18
variation/jour (en %)		0,56	1,66	1,50	-0,27	-1,41	-0,89	-0,28	-1,06	-1,79	-0,64	0,35	-0,10	
Blé Chicago cts/boisseau	427,00	449,00	501,25	518,50	515,75	514,50	515,25	522,50	510,00	510,50	511,50	503,25	506,75	-0,64
variation/jour (en %)		-1,80	3,67	2,07	3,88	-0,91	-0,91	-1,92	-1,26	0,10	0,20	-1,61	0,70	
Maïs Chicago \$/tonne	131,99	135,75	128,77	129,04	134,74	137,59	138,33	140,35	137,22	137,68	138,05	137,87	138,14	0,67
variation/jour (en %)		-0,14	-1,06	2,93	1,73	0,00	0,33	-0,97	-1,19	0,33	0,27	-0,13	0,20	

Sources : Les échos

Graphique 3 : Evolution des cours du blé et du maïs



Source : Banque Centrale du Congo.

2.1.2. Cours de change euro-dollar

Sur le marché des changes, au 03 janvier 2019, le cours de change de l'euro se maintient à 1,13 en raison des incertitudes sur la croissance et le budget aux États-Unis depuis plusieurs jours.

Tableau 3 : Cours de change euro dollar

	janv.	fév.	mars	avril	mai	juin	juillet	août	sept	Oct.	Nov.	Déc.	Taux moyen
2018	1,24	1,23	1,23	1,21	1,17	1,17	1,17	1,16	1,16	1,14	1,14	1,14	1,18
2019	1,13												

www.zonebourse.com/EURO-US-DOLLAR-EUR-USD

3. EVOLUTION DE L'ACTIVITE DANS LES PRINCIPAUX SECTEURS

2.1. SECTEUR REEL

2.1.1. Croissance économique

Les estimations de la croissance, sur base des réalisations de la production à fin septembre 2018, tablent sur une progression du PIB réel de 4,1 %, soit le même rythme de création de richesse précédemment estimé au regard des données disponibles à fin juin. Ce niveau est en progression de 0,4 point de pourcentage en comparaison au taux de 3,7 % réalisé en 2017.

2.1.1.1. Approche par la production

Comme en 2018, l'analyse sectorielle de la croissance renseigne globalement que l'activité économique serait essentiellement impulsée par la vitalité du **secteur primaire**, avec une contribution à la croissance de 3,6 points, suivi des **secteurs tertiaire** et **secondaire**, lesquels afficheraient des contributions respectives de 0,5 et 0,4 point. Par ailleurs, il sied d'indiquer que les taxes sur les produits, devraient grever la croissance à concurrence de 0,3 point.

Tableau 4 : Evolution du PIB constant et de ses composantes selon l'approche par la valeur ajoutée

BRANCHES D'ACTIVITES	DECEMBRE 2017				FIN SEPTEMBRE 2018			
	val	Var (%)	Contr.Cro is.PIB Reel	Contrib en point de croiss	val	Var (%)	Contr.Cro is.PIB Reel	Contrib en point de croiss
Secteur primaire	4 849,3	5,3	59,6	2,22	5 259,5	8,5	86,5	3,58
Agriculture, forêt, élevage, chas	1 867,6	1,6	7,2	0,27	1 894,8	1,5	5,7	0,24
Agriculture	1 781,7	1,7	7,3	0,27	1 812,2	1,7	6,4	0,27
vivrière	1754,1	1,7	7,1	0,27	1 784,0	1,7	6,3	0,26
rente	27,6	2,0	0,1	0,00	28,2	2,3	0,1	0,01
sylviculture	82,7	-0,4	-0,1	0,00	79,3	-4,1	-0,7	-0,03
élevage, pêche et chasse	3,3	3,0	0,0	0,00	3,4	3,0	0,0	0,00
Extraction	2 981,7	7,8	52,5	1,96	3 364,6	12,8	80,8	3,34
Secteur secondaire	1 843,8	7,6	31,7	1,18	1 886,4	2,3	9,0	0,37
Industries manufacturières	1 378,1	2,5	8,1	0,30	1 388,9	0,8	2,3	0,09
Industries alimentaires,boisson	1 158,4	1,4	3,9	0,15	1 158,2	0,0	0,0	0,00
Autres industries manufacturières	219,8	8,4	4,1	0,15	230,7	5,0	2,3	0,10
Electricité, gaz, vapeur et eau	74,5	5,3	0,9	0,03	74,5	0,0	0,0	0,00
Bâtiment et travaux publics	391,2	31,4	22,7	0,85	423,0	8,1	6,7	0,28
Secteur tertiaire	4 553,0	3,0	32,0	1,19	4 604,9	1,1	10,9	0,45
Transports et Télécommunications	1 422,9	2,7	8,9	0,33	1 409,8	-0,9	-2,7	-0,11
Transports	847,9	4,7	9,3	0,35	868,0	2,4	4,3	0,18
Télécommunications	575,0	-0,3	-0,4	-0,01	541,8	-5,8	-7,0	-0,29
Commerce	1 749,3	4,8	19,3	0,72	1 792,7	2,5	9,1	0,38
Autres services hors adm. publi	1 049,1	2,0	5,1	0,19	1 076,5	2,6	5,8	0,24
Banques et assurances	160,5	2,4	0,9	0,03	169,3	5,4	1,8	0,08
Autres services	888,6	2,0	4,2	0,16	907,3	2,1	3,9	0,16
Services d'administration public	408,5	-1,0	-1,0	-0,04	406,8	-0,4	-0,3	-0,01
Education	11,9	0,4	0,0	0,00	12,0	0,9	0,0	0,00
santé	1,8	3,4	0,0	0,00	1,9	3,4	0,0	0,00
Autres services non marchand	394,8	-1,0	-1,0	-0,04	393,0	-0,5	-0,4	-0,02
SIFIM	-76,8	2,4	-0,4	-0,02	-81,0	5,4	-0,9	-0,04
PIB au prix de base	11 246,1	4,7	123,3	4,60	11 750,7	3,0	106,4	4,40
Taxes sur les produits	215,5	-30,8	-23,3	-0,87	185,0	-14,1	-6,4	-0,27
PIB aux prix constants du m	11 461,6	3,7	100,0	3,73	11 935,8	4,1	100,0	4,14
PIB (hors mines) aux prix cc	8 480,0	2,4	47,5	1,77	8571,17	1,1	19,2	0,80

Source : CESC.N.

Le dynamisme du **secteur primaire**, attesté par la croissance de sa valeur ajoutée, qui passerait de 8,5 % contre 5,3 %, est consécutif à la vigueur des activités de la branche « Extraction », avec une contribution de 3,3 points à la croissance, dans un contexte de maintien à un niveau favorable des cours des principaux produits d'exportation que regorge la RDC, en l'occurrence le cuivre et le cobalt.

Pour sa part, la branche « Agriculture, forêt, élevage, chasse et pêche », en amélioration de 1,5 % après 1,6 % une année plus tôt, n'aurait contribué que de 0,2 point à la croissance contre 0,3 point en 2017.

Pour ce qui est du **secteur tertiaire**, en croissance de 1,1 % contre 3,0 % l'année d'avant, il connaîtrait une faible contribution en point de croissance de 0,5 point venant de 1,2 point en 2017, résultant essentiellement de la décélération observée dans la branche « transport et Télécommunication » qui passerait de 2,7 % à -0,9 %.

S'agissant du **secteur secondaire**, il enregistrerait une croissance moins dynamique que l'année précédente, soit une progression de sa valeur ajoutée de 2,3 % venant 7,6 % en 2017. Sa contribution à la croissance du PIB baisserait de 0,4 point contre un niveau de 1,2 point précédemment, suite au ralentissement des activités des branches « Electricité, Gaz, Vapeur et Eau », dont la variation serait quasiment nulle venant de 5,3 %, et « Bâtiment et Travaux publics », dont la croissance chuterait à 8,1 % contre 31,4 % une année plus tôt.

2.1.2. Baromètre de conjoncture

En novembre 2018, les chefs d'entreprises sont demeurés globalement pessimistes, pour le troisième mois consécutif, au sujet de l'évolution de la conjoncture économique en République Démocratique du Congo. En effet, le solde global d'opinions des entrepreneurs a chuté à -5,4 %, après qu'il ait fléchi à -3,1 % un mois plus tôt.

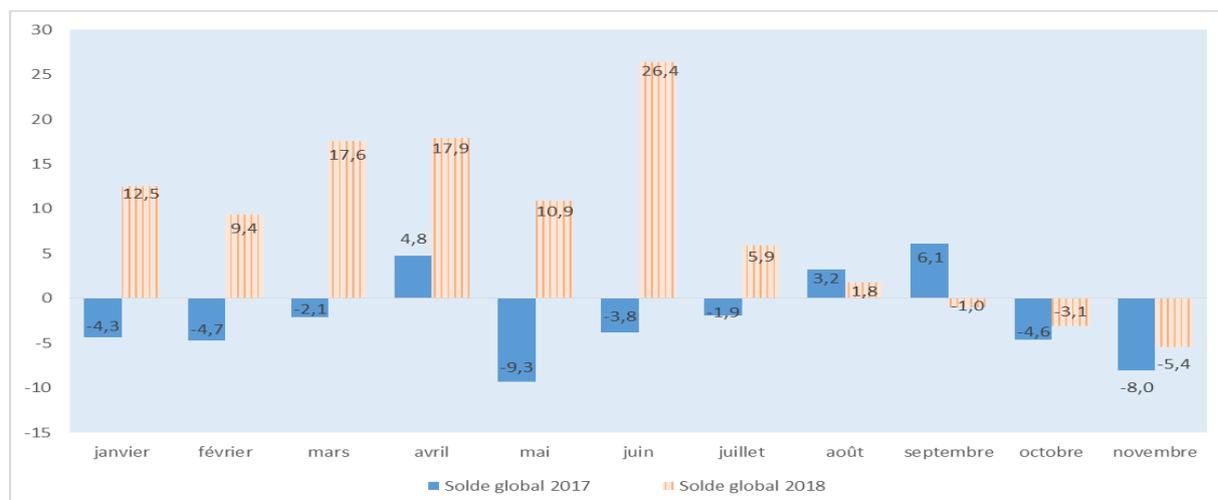
Tableau 5 : Evolution du solde brut d'opinions en 2017 et 2018

Secteur	2017											2018										
	janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Janv.	Févr.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.
Solde global	-4,3	-4,7	-2,1	4,8	-9,3	-3,8	-1,9	3,2	6,1	-4,6	-8,0	12,5	9,4	17,6	17,9	10,9	26,4	5,9	1,8	-1,0	-3,1	-5,4
Industries manufacturières	-10,0	5,3	7,5	5,0	-34,0	-7,3	-6,3	19,5	-8,3	4,8	-9,1	-10,2	11,4	-1,2	49,1	-4,0	0,1	11,0	12,3	13,0	21,2	13,6
Electricité et Eau	31,7	39,5	26,7	30,7	12,8	27,1	33,3	59,0	43,6	30,6	38,6	34,2	44,7	43,6	52,1	2,0	19,5	37,7	33,3	10,7	20,0	58,7
Industries extractives	-7,9	-11,7	2,9	13,2	-2,0	-2,1	6,3	10,9	11,6	-6,1	-5,7	20,0	11,8	26,7	23,6	27,5	40,5	12,4	5,0	5,9	5,3	-2,7
Construction	-22,6	4,0	-45,7	-29,2	-15,1	-27,5	-36,5	-61,9	-59,3	-14,3	-47,7	-33,3	-25,6	-11,9	-40,7	-41,9	-22,9	5,3	-5,5	-47,0	-13,0	-86,9
Services	-9,2	5,0	-57,3	-48,3	-49,0	-9,2	-38,3	-55,6	-56,9	-27,5	-10,7	-48,4	-22,7	-33,1	-59,9	-34,9	-56,4	-65,4	-45,3	-50,7	-51,1	-49,9

Source : BCC.

L'évolution défavorable du solde d'opinions au cours de la période sous analyse est attribuable principalement à des facteurs internes, lesquels ont affecté les secteurs des mines, de la construction et des services.

Graph. 4 : Solde global d'opinions des chefs d'entreprises en 2017 - 2018

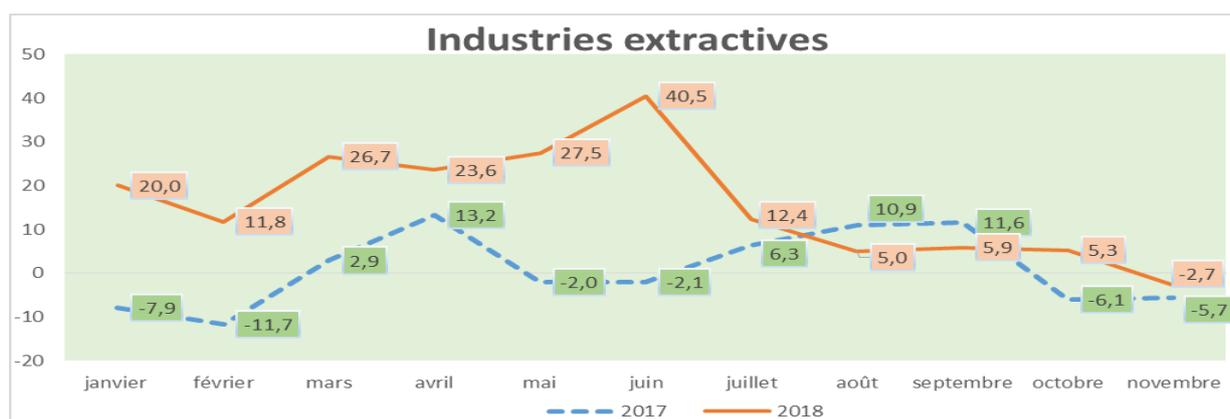


Source : BCC.

Ainsi, l'analyse par secteur d'activité au mois de novembre, se présente comme suit:

Du côté des **Industries Extractives**, en dépit du maintien des cours des produits miniers à un niveau jugé encore supérieur au seuil de rentabilité, la confiance revenue dans les mines depuis le premier mois de l'année a fait place au pessimisme. Le solde d'opinions des mineurs est passé de +5,3 % en octobre à -2,7 % en novembre 2018. Cette tendance est en ligne notamment avec les réserves émises par les entrepreneurs par rapport à la mise en application du nouveau code minier ainsi que la psychose due à la situation socio-politique du pays.

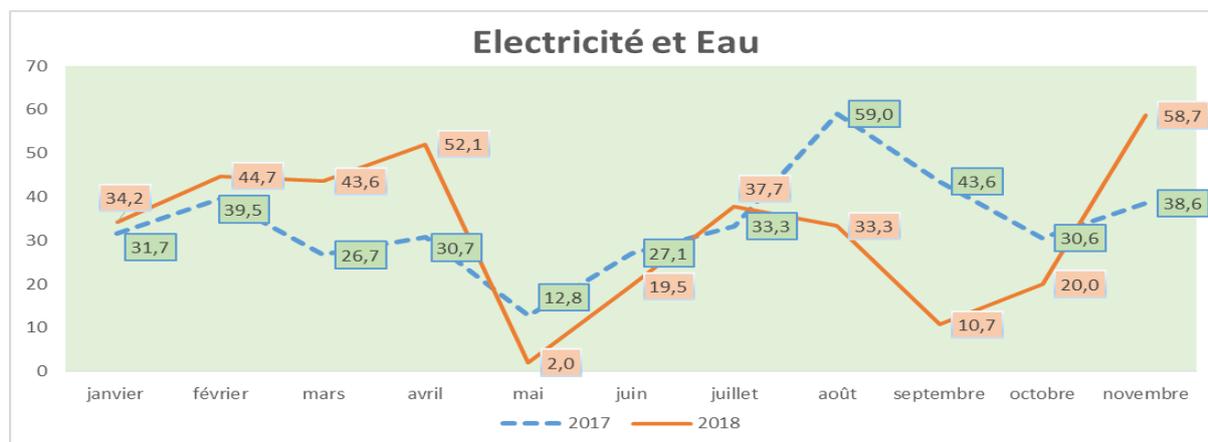
Graph. 5 : Evolution du solde des Industries minières en 2017 et 2018



Source : BCC

Quant au secteur « **Electricité et Eau** », l'optimisme des opérateurs y évoluant a été confirmé par la consolidation à +58,7 % du solde de leurs opinions en novembre contre +20,0 % un mois auparavant. Cette situation est à mettre essentiellement sur le compte de l'amélioration progressive des conditions de distribution de l'eau dans les nouveaux sites urbains et de l'énergie électrique sur les lignes moyenne et basse tension.

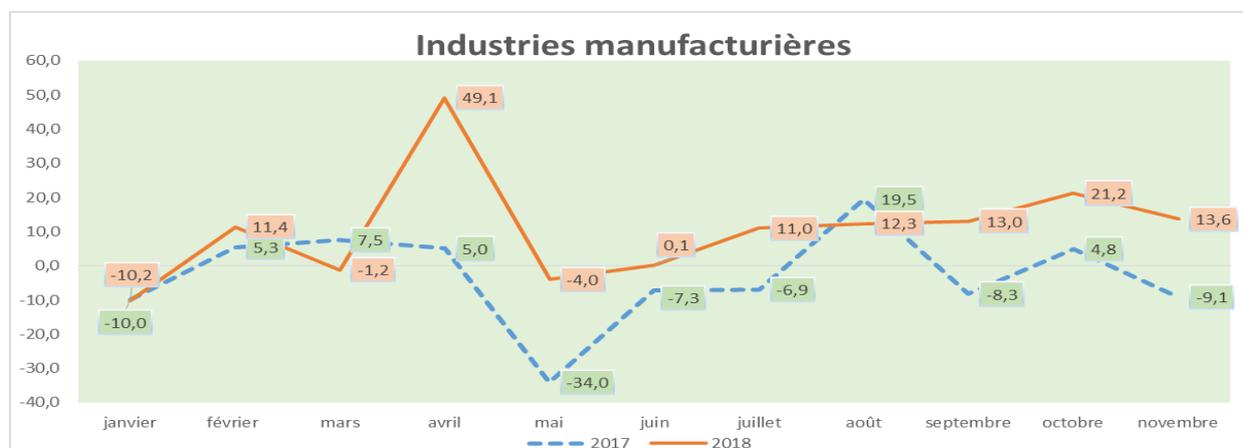
Graph. 6 : Evolution du solde des Industries énergétiques en 2017 et 2018



Source : BCC

Dans les **Industries Manufacturières**, la confiance des entrepreneurs est restée de mise avec un solde d'opinions situé à +13,6 %. Toutefois, l'optimisme des chefs d'entreprises s'est replié par rapport au mois précédent, pour lequel le solde d'opinions s'était chiffré à +21,2 %. Ce léger recul de la confiance des chefs d'entreprises résulte essentiellement de l'évolution défavorable des activités de fabrication des produits chimiques et dans l'industrie de viandes et de poissons.

Graph. 7: Evolution du solde des Industries manufacturières en 2017 et 2018



Source : BCC.

Les activités de **Construction** restent affectées par un pessimisme persistant qui s'est accentué au cours du mois sous revue. Le solde d'opinions des entrepreneurs s'est effondré jusqu'à atteindre le niveau le plus bas depuis le début de l'année. Cette situation est consécutive à la baisse du rythme de réalisation des travaux d'édification des infrastructures d'intérêt public et celles des privés dont le rythme d'exécution sur les chantiers s'est estompé pour cause de la hausse de la pluviométrie et de l'attente observé dans le financement des travaux dans le chef de maîtres d'ouvrages.

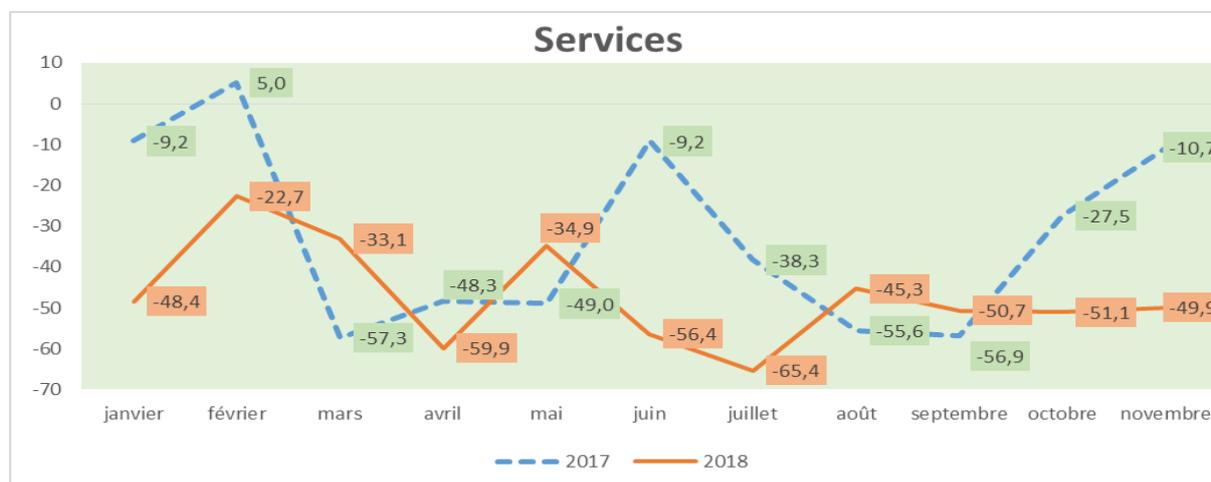
Graph. 8 : Evolution du solde du secteur Construction en 2018 et 2018



Source : BCC.

S'agissant des **Services**, le pessimisme est également resté de mise en dépit de son atténuation substantielle. En effet, le solde d'opinions y afférent est remonté légèrement à -49,9 % contre -51,1 % un mois plus tôt. La persistance de ce pessimisme est attribuable à l'évolution observée dans les sous-branches de l'hôtellerie, des activités financières, de transports ainsi que des services rendus aux entreprises.

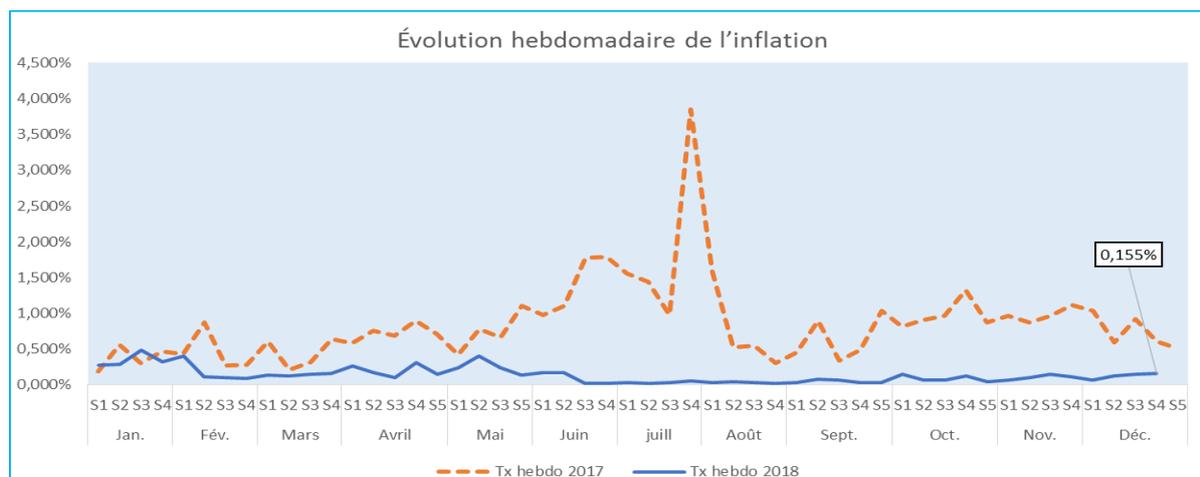
Graph.9 : Evolution du solde du secteur des Services en 2017 et 2018



Source : BCC.

2.1.3. EVOLUTION DES PRIX INTERIEURS

Les prix intérieurs ont connu une légère accélération au mois de décembre 2018 avec un taux d'inflation de 0,493 % contre 0,478 % un mois auparavant. Toutefois, il y a lieu de souligner que l'évolution des prix a été contenue en 2018, comparativement à l'année 2017. En effet, le taux d'inflation est tombé à 7,228 % en 2018 venant de 54,709 % en 2017. Le niveau d'inflation réalisé en 2018 est proche du niveau optimal pour la RDC, soit un taux de 7,0 %.

Graphique 10: Evolution de l'inflation hebdomadaire en 2017 et 2018 (en %)

Source : INS

Le taux d'inflation réalisé en 2018 résulte de la bonne coordination des politiques budgétaire et monétaire, en dépit des différentes révisions des prix de carburant à la pompe.

2.2. SECTEUR PUBLIC

2.2.1. Exécution en cumul mensuel des Opérations Financières de l'Etat

Au mois de décembre 2018, la comptabilisation des opérations financières de l'Etat, intégrant l'amortissement de la dette, a affiché un profond déficit de 202,4 milliards de CDF résultant d'un niveau des recettes de 398,9 milliards de CDF et celui des dépenses de 601,3 milliards ; contre un déficit programmé de 68,1 milliards, soit une marge négative de 134,2 milliards.

Rapproché à son déficit de 98,0 milliards de CDF de la période correspondante de 2017, ce solde s'est détérioré de 104,3 milliards d'une année à l'autre. D'ici la clôture effective du mois de décembre 2018, ces chiffres devraient encore évoluer.

En cumul annuel fin décembre 2018, la situation financière de l'Etat, intégrant l'amortissement de la dette, a renseigné un déficit de 4,3 milliards de CDF consécutive aux recettes chiffrées à 7.038,4 milliards et aux dépenses s'établissant à 7.042,7 milliards. Ce solde a été excédentaire de 0,7 milliard de CDF à la période correspondante de l'année passée, soit une détérioration de 5,0 milliards de CDF.

Tableau 6 : Situation mensuelle des opérations du Trésor (en milliards de CDF)

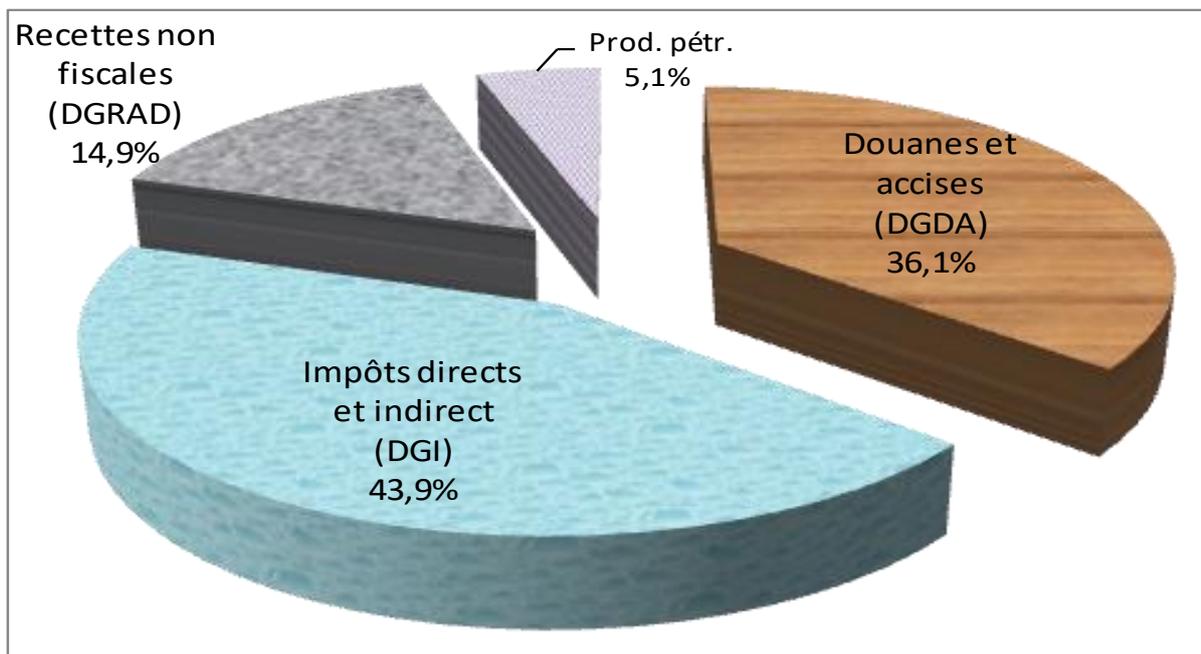
RUBRIQUES	2017		MOIS DE DECEMBRE 2018			CUMUL DECEMBRE 2018			VARIATION 2018/2017	
	Mois de déc.	Cumul déc.	Program.	Réalisation	Exéc.en %	Program.	Réalisation	Exéc.en %	Mois de déc.	Cumul déc.
Douanes et accises (DGDA)	131,8	1 387,2	128,9	144,0	111,7	1 654,0	1 826,7	110,4	9,3	31,7
Impôts directs et indirect (DGI)	280,3	2 198,6	200,1	175,1	87,5	2 746,6	3 655,5	133,1	- 37,6	66,3
*dont Autres rec. /élect. (DGI)	-	-	-	-	-	356,3	356,5	100,1	-	-
Recettes non fiscales (DGRAD)	89,8	707,5	70,0	59,5	85,0	954,5	1 243,1	130,2	- 33,7	75,7
Pétroliers Producteurs	57,7	202,1	27,1	20,4	75,3	154,9	227,9	147,1	- 64,7	12,8
Dons et autres	0,3	53,4	-	-	-	-	85,2	-	-	59,5
Total revenus et dons	559,8	4 548,7	426,1	398,9	93,6	5 590,1	7 038,4	125,9	- 28,7	54,7
Dépenses courantes	468,5	3 689,6	399,9	416,2	104,1	4 542,9	5 317,9	117,1	- 11,2	44,1
Dont Salaires	203,5	2 083,9	237,4	195,6	82,4	2 695,6	2 644,7	98,1	- 3,9	26,9
Intérêt sur la dette	17,1	145,3	13,0	15,2	117,2	178,3	209,1	117,3	- 10,8	43,9
- dont dette extérieure	2,8	26,9	1,3	0,2	13,1	31,5	33,5	106,4	- 93,9	24,5
Frais de fonct. Inst. et Min.	140,9	917,1	96,0	145,3	151,3	947,0	1 468,7	155,1	3,1	60,2
Institutions Politiques	44,9	333,2	46,0	52,3	113,7	443,7	530,9	119,6	16,6	59,3
Ministères	96,0	583,9	50,0	92,9	185,9	503,3	937,8	186,3	- 3,2	60,6
Dépenses en capital	84,9	230,1	5,0	25,3	505,1	125,0	406,9	325,5	- 70,2	76,8
Autres dépenses	96,0	472,4	85,5	159,4	186,4	970,5	1 151,0	118,6	65,9	143,7
*Elections	48,6	260,1	64,0	16,7	26,1	753,3	688,7	91,4	- 65,7	164,8
Total dépenses	649,4	4 392,1	490,4	600,8	122,5	5 638,4	6 875,8	121,9	- 7,5	56,5
Amortissement de la dette	8,5	156,0	3,8	0,5	13,3	205,1	166,9	81,4	- 94,1	7,0
Total dépenses(+amort.dette)	657,9	4 548,1	494,2	601,3	121,7	5 843,5	7 042,7	120,5	- 8,6	54,8
1. Solde global	- 89,6	156,6	- 64,4	- 201,9	313,6	- 48,3	162,6	- 336,3	- 125,4	3,8
2. Solde courant	91,1	805,7	26,1	- 17,2	- 66,0	1 047,2	1 635,2	156,2	- 118,9	103,0
3. Solde primaire	- 72,5	301,9	- 51,4	- 186,6	363,4	129,9	371,6	286,0	- 157,5	23,1
4. Solde intégrant l'amort.	- 98,0	0,7	- 68,1	- 202,4	297,1	- 253,4	- 4,3	1,7	- 106,4	- 741,8
Solde 4 (hors rec./élections)	- 98,0	0,7	- 68,1	- 202,4	297,1	- 609,8	- 360,8	59,2	- 106,4	-54 197,2

Source : BCC sur base des données PTR du secteur public (DTO/Min. Finances).

Les ressources mobilisées durant le mois de décembre 2018 se sont chiffrées à 398,9 milliards de CDF, en régression de 28,7 % par rapport à la même période de l'année précédente avec un taux d'exécution de 93,6 % par rapport à la prévision mensuelle.

En outre, la composition de ces recettes indique la prépondérance des recettes fiscales provenant de la DGI et de la DGDA avec des parts respectifs de 43,9 % et de 36,1 % du total des recettes collectées. Quant aux recettes non fiscales, sous la gestion de la DGRAD, leur part dans le total a été de 14,9 %. Les ressources provenant des « pétroliers producteurs » ont représenté 5,1 % de l'ensemble alors que la rubrique « Dons et autres » n'a enregistré aucune recette.

Graphique 11 : Parts relatives des recettes des régies financières à fin décembre 2018

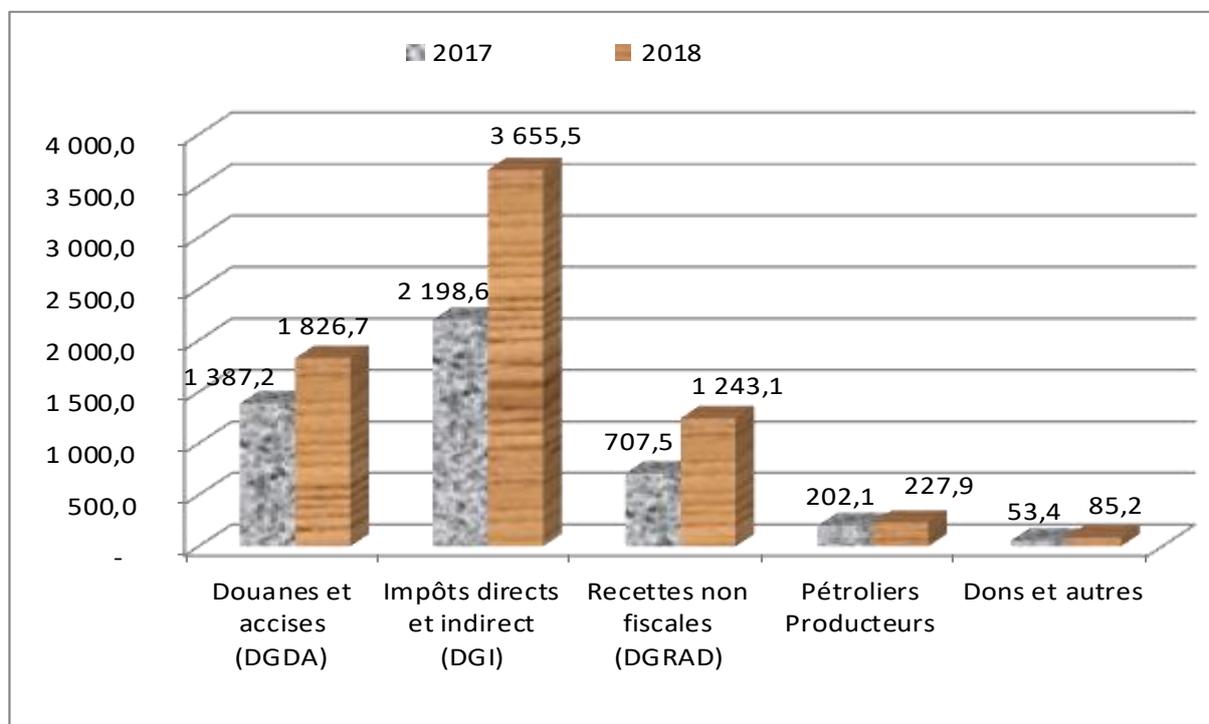


Source : BCC sur base des données PTR du secteur public (DTO/Min. Finances)

En cumul annuel à fin décembre 2018, les recettes du Trésor ont progressé de 54,7 % par rapport à leur niveau de 2017, se chiffrant à 7.038,4 milliards de CDF avec un dépassement de 25,9 % par rapport à la prévision annuelle. Il convient de préciser également que toutes les rubriques ont enregistré des accroissements comparativement à la période correspondante de l'année 2017.

En effet, la DGDA, la DGI et la DGRAD ont réalisé des performances dans la mobilisation de leurs recettes, en enregistrant des hausses respectives de 31,7 %, 66,3 % et de 75,7 %. De même, les recettes logées dans la rubrique « Pétroliers producteurs » ainsi que celle de « Dons et autres recettes » ont connu des accroissements de 12,8 % et 59,5 % dans le même ordre.

Graphique 12 : Ventilation par rubrique des recettes publiques en cumul annuel 2017 et 2018 (en milliards de CDF)



Source : BCC sur base des statistiques du ministère de Finances (DTO).

S'agissant des dépenses publiques, intégrant l'amortissement de la dette, au cours du mois sous analyse, elles ont diminué de 8,6 % comparativement à leur niveau de l'année précédente, en réalisant un dépassement de 21,7 % par rapport à leur programmation mensuelle.

La composition de ces dépenses, intégrant l'amortissement de la dette, est restée dominée par les dépenses courantes, lesquelles ont représenté 69,2 % du total avec un dépassement de 4,1 % ; alors que celles en capital ont représenté 4,2 % bien qu'ayant dépassé leur prévision mensuelle de 405,1 %.

En ce qui concerne la structure de dépenses courantes, il faudra signaler la prédominance des charges relatives aux salaires des agents et fonctionnaires de l'Etat dont la part a été de 47,0 % avec un taux d'exécution de 82,4 % par rapport à leur prévision mensuelle. Quant aux frais de fonctionnement des ministères et des institutions politiques, ils ont représenté 34,9 % des dépenses courantes tout en connaissant un dépassement de 51,3 % par rapport à leur programmation mensuelle.

En cumul annuelle, les dépenses publiques, intégrant l'amortissement de la dette, ont progressé de 54,8 % comparativement à leur niveau de l'année précédente, s'établissant à 7.042,7 milliards de CDF avec un dépassement de 20,5 % par rapport à la programmation annuelle.

2.2.2. Evolution hebdomadaire des recettes et des dépenses au mois de décembre 2018

Durant le mois sous revue, les recettes hebdomadaires du Trésor ont évolué progressivement de la première à la troisième, atteignant leur point culminant à la troisième semaine avant de connaître des baisses respectives à la quatrième et à la dernière semaine. Les dépenses publiques, quant à elles, ont d'abord baissé drastiquement de la première à la deuxième semaine avant de connaître une hausse de la deuxième à la quatrième semaine.

Hormis la première semaine où la part de ressources collectées par la DGDA a été prépondérante dans les recettes publiques, celle provenant de la DGI a dominé les recettes du Trésor de la deuxième à la quatrième semaine. Quant aux ressources mobilisées par le DGRAD, elles ont été prépondérantes à la dernière semaine où elles ont représenté 40,4 % du total des recettes publiques de cette semaine.

Les dépenses hebdomadaires ont été dominées à la première semaine par la rémunération des agents et fonctionnaires de l'Etat, à la deuxième semaine par les frais alloués aux ministères et aux institutions politiques, à la troisième par les dépenses relatives à la sécurité alors que ce sont encore les frais de fonctionnement des ministères et des institutions politiques qui ont dominé les dépenses du Trésor à la quatrième semaine. A la dernière semaine du mois sous analyse, les salaires des agents et fonctionnaires de l'Etat ont encore dominé les dépenses publiques hebdomadaires.

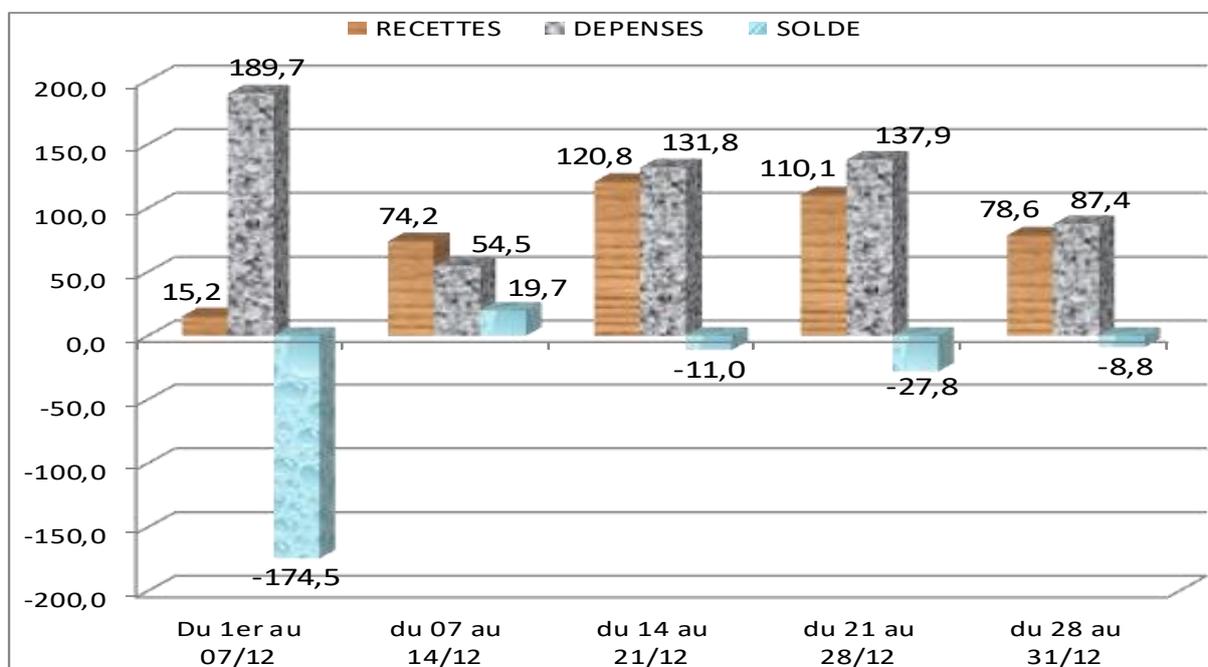
Tableau 7 : Evolution hebdomadaire des opérations financières de l'Etat (en milliards de CDF)

RUBRIQUES	Du 1er au 07/12	du 07 au 14/12	du 14 au 21/12	du 21 au 28/12	du 28 au 31/12	Cumul mensuel
RECETTES	15,2	74,2	120,8	110,1	78,6	398,9
Douanes et accises (DGDA)	9,1	25,2	44,7	47,6	17,4	144,0
Impôts directs et indirects (DGI)	4,8	41,5	70,7	49,1	9,0	175,1
Recettes non fiscales (DGRAD)	1,4	7,5	5,5	13,4	31,8	59,5
Autres recettes	0,0	0,0	0,0	0,0	20,4	20,4
DEPENSES(+amort.dette)	189,7	54,5	131,8	137,9	87,4	601,3
Dont - salaires	113,3	9,8	2,3	40,2	30,1	195,6
-frais de fonct.	25,3	19,3	30,3	55,9	14,5	145,3
-subvention	31,8	0,1	0,5	18,4	1,0	51,7
SOLDE	-174,5	19,7	-11,0	-27,8	-8,8	-202,4

Source : BCC sur base des données PTR du secteur public (DTO/Min. Finances).

Concernant l'évolution des soldes hebdomadaires des Opérations Financières de l'Etat, il sied de noter que le Trésor a enregistré un seul excédent à la deuxième semaine du mois pendant que les soldes pour les autres semaines ont été déficitaires ramenant ainsi le solde en cumul mensuel à un déficit de 202,4 milliards de CDF.

Graphique 13 : Evolution du solde hebdomadaire (en milliards de CDF)



Source : BCC sur base des données PTR du secteur public (DTO/Min. Finances)

2.2.3. Evolution du plan de trésorerie de la Banque Centrale du Congo

Au 14 décembre 2018, l'exécution du Plan de Trésorerie de la BCC s'est clôturée par un déficit de 4,340 milliards de CDF, résultant des encaissements de 15,128 milliards et des décaissements de 19,467 milliards de CDF. Ce résultat devrait évoluer tout au long du mois avec la rentrée des différentes recettes attendues ainsi que l'exécution des dépenses récurrentes.

En cumul annuel, l'exécution du Plan de Trésorerie de la Banque Centrale affiche un déficit de 4,272 milliards de CDF.

Tableau 8 : Plan de trésorerie de la BCC au 14 décembre 2018 (en milliards de CDF)

RUBRIQUES	CUMUL ANNUEL FIN NOVEMBRE			AU 14 DECEMBRE 2018		
	2017	2018	VARIATION en %	PROGRAM. MENSUELLE	EXECUTION MENSUELLE	TAUX D'EXEC. En %
ENCAISS.	249,935	401,705	60,7	34,136	15,128	44,3
DECAISS.	253,856	401,637	58,2	34,136	19,467	57,0
RESULTAT	- 3,921	0,067	101,7	-	- 4,340	

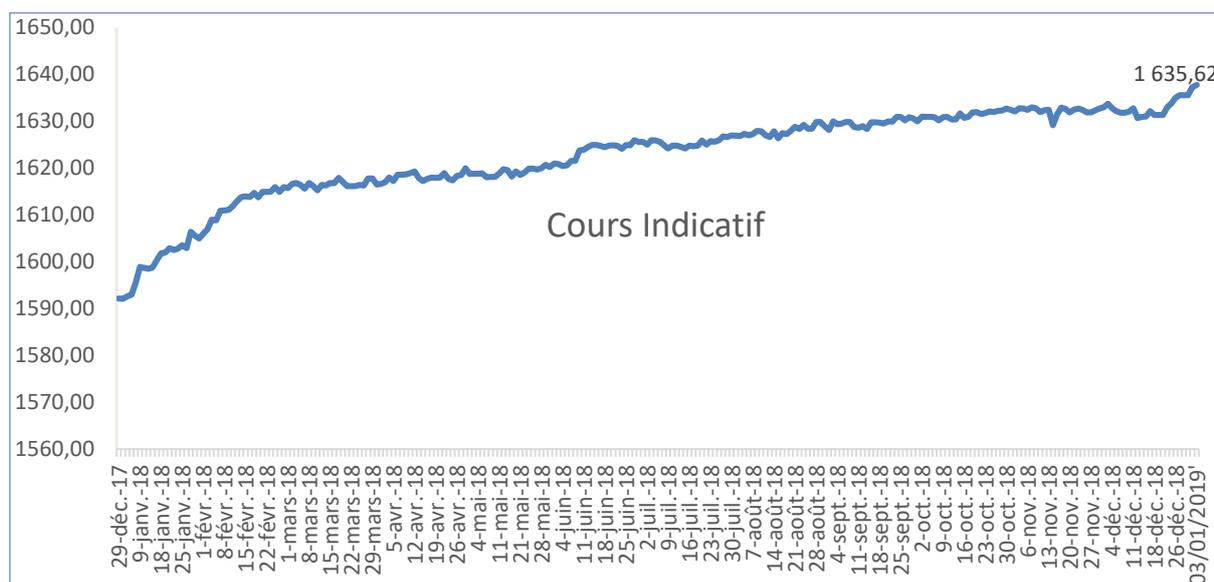
Source : BCC

2.3 SECTEUR EXTERIEUR

2.3.1. Marché des changes

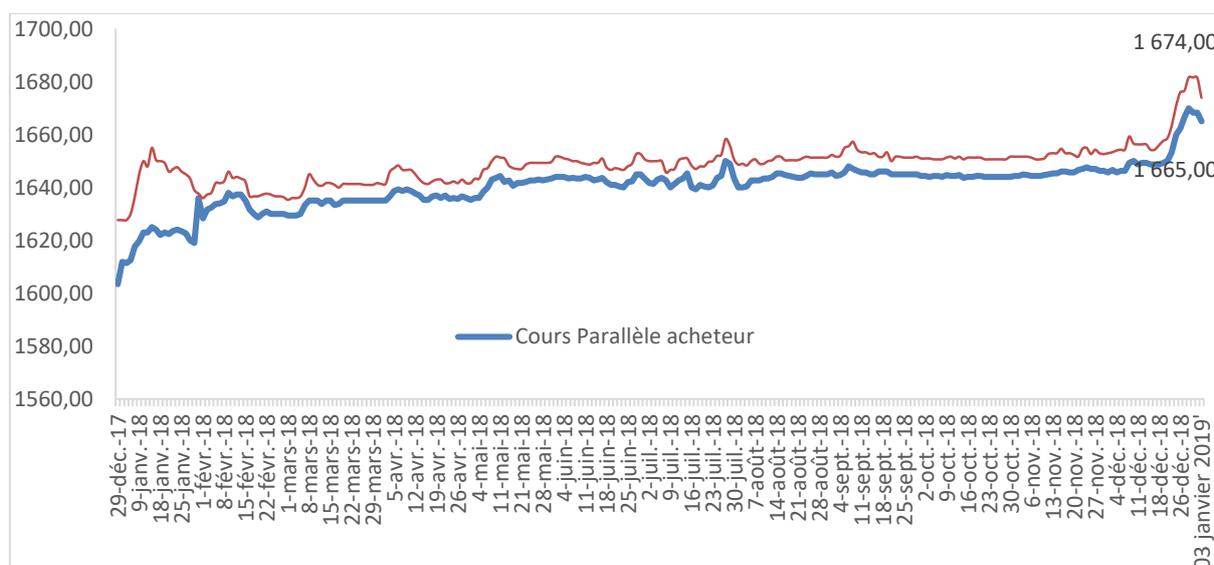
Au 03 janvier 2019, le marché des changes reste marqué par une relative stabilité du franc congolais sur ses deux segments. En effet, le taux de change s'est établi à 1.637,79 CDF le dollar américain sur le marché interbancaire et à 1.674,00 CDF au marché parallèle, soit une dépréciation de 0,13 % à l'indicatif et une appréciation de la même ampleur au parallèle, par rapport au 27 décembre 2018. Ces variations sont respectivement de -0,13 % et 0,33 % par rapport à fin décembre 2018.

Graphique 14 : Evolution du taux de change indicatif (CDF/1USD)



Source : Banque centrale du congo

Graphique15: Evolution des taux de change parallèle acheteur et vendeur (CDF/1USD)



Source : Banque Centrale du Congo

Tableau 9 : Evolution du taux de change

	Taux de change CDF/1 USD				Var en %				Var. en % par rapport à fin déc			
	Taux indicatif	Taux parallèle			Taux indicatif	Taux parallèle			Taux indicatif	Taux parallèle		
		acheteur	vendeur	moyen		acheteur	vendeur	moyen		acheteur	vendeur	moyen
29-déc.-17	1592,19	1603,40	1627,67	1615,53					-	-	-	-
31-janv.-18	1604,98	1636,00	1637,67	1636,83	- 0,80	- 1,99	- 0,61	- 1,30	- 0,80	-1,99	- 0,61	- 1,30
28-févr.-18	1615,97	1630,00	1636,33	1633,17	- 0,68	0,37	0,08	0,22	- 1,47	-1,63	- 0,53	- 1,08
30-mars-18	1616,53	1635,00	1641,67	1638,33	- 0,03	- 0,31	- 0,32	- 0,32	- 1,51	-1,93	- 0,85	- 1,39
30-avr.-18	1620,00	1636,00	1641,67	1638,83	- 0,21	- 0,06	-	- 0,03	- 1,72	-1,99	- 0,85	- 1,42
31-mai-18	1620,98	1644,00	1651,67	1647,83	- 0,06	- 0,49	- 0,61	- 0,55	- 1,78	-2,47	- 1,45	- 1,96
29-juin.-18	1625,67	1643,33	1650,67	1647,00	- 0,29	0,04	0,06	0,05	- 2,06	-2,43	- 1,39	- 1,91
31-juil.-18	1626,93	1640,00	1648,67	1644,33	- 0,08	0,20	0,12	0,16	- 2,14	-2,23	- 1,27	- 1,75
31-août-18	1628,14	1645,67	1652,33	1649,00	- 0,07	- 0,34	- 0,22	- 0,28	- 2,21	-2,57	- 1,49	- 2,03
28-sept.-18	1630,65	1645,00	1651,67	1648,33	- 0,15	0,04	0,04	0,04	- 2,36	-2,53	- 1,45	- 1,99
31-oct.-18	1632,46	1644,33	1651,67	1648,00	- 0,11	0,04	0,00	0,02	- 2,47	-2,49	- 1,45	- 1,97
30-nov.-18	1633,04	1645,67	1653,00	1649,33	- 0,04	- 0,08	- 0,08	- 0,08	- 2,50	-2,57	- 1,53	- 2,05
20-déc.-18	1631,39	1650,00	1658,67	1654,33	0,10	- 0,26	- 0,34	- 0,30	- 2,40	-2,82	- 1,87	- 2,35
21-déc.-18	1633,02	1653,33	1663,33	1658,33	- 0,10	- 0,20	- 0,28	- 0,24	- 2,50	-3,02	- 2,14	- 2,58
24-déc.-18	1633,83	1660,00	1670,67	1665,33	- 0,05	- 0,40	- 0,44	- 0,42	- 2,55	-3,41	- 2,57	- 2,99
26-déc.-18	1635,08	1662,33	1676,00	1669,17	- 0,08	- 0,14	- 0,32	- 0,23	- 2,62	-3,55	- 2,88	- 3,21
27-déc.-18	1635,62	1666,67	1676,67	1671,67	- 0,03	- 0,26	- 0,04	- 0,15	- 2,65	-3,80	- 2,92	- 3,36
28-déc.-18	1635,62	1670,00	1681,67	1675,83	-	- 0,20	- 0,30	- 0,25	- 2,65	-3,99	- 3,21	- 3,60
31-déc.-18	1635,62	1668,33	1681,67	1675,00	-	0,10	0,00	0,05	- 2,65	-3,89	- 3,21	- 3,55
2-janv.-19	1637,33	1668,33	1681,67	1675,00	- 0,10	- 0,00	0,00	-	- 0,10	- 0,00	0,00	-
3-janv.-19	1637,79	1665,00	1674,00	1669,50	- 0,03	0,20	0,46	0,33	- 0,13	0,20	0,46	0,33
variation hebdo					- 0,13	0,10	0,16	0,13				

Source : Banque Centrale du Congo

3.1.1. Budget en devises et Réserves de change

Au 27 décembre 2018, l'exécution du budget en devises s'est soldée par un déficit mensuel de 91,68 millions de USD. En cumul annuel, il s'observe une accumulation nette des devises de 69,66 millions de USD, portant les réserves de change à 913,68 millions, équivalent à 3 semaines d'importations de biens et services sur ressources propres.

Tableau 10 : Exécution du Budget en devises au 27 décembre 2018

	Cumul 2017	31-janv-18	30-avr-18	31-juil-18	31-août-18	28-sept-18	31-oct-18	30-nov-18	27-déc-18	Cumul 2018
Stock initial	845,44	844,02	972,45	1 191,87	1 146,96	1 098,43	1 044,25	1 033,23	1 005,36	844,02
I. FLUX EN RECETTES	880,56	68,95	306,98	167,45	94,99	82,12	144,51	158,86	77,96	1 749,65
A. Recettes d'exploitation	292,95	10,61	71,07	24,16	27,82	17,56	47,78	31,38	52,77	417,73
1. Redevance de Contrôle de Change	48,58	4,85	6,02	6,39	4,41	6,21	6,33	4,82	4,48	62,83
B. Opérations de change	587,61	58,34	235,91	143,29	67,17	64,56	96,73	127,48	25,19	1 331,92
1. Rachats recettes fiscales et non fisc.	587,61	58,34	235,91	143,29	67,17	64,56	96,73	127,48	25,19	1 331,92
2. Rachats Financements extérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3. Achats interbancaires/Adjudications	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
II. FLUX EN DEPENSES	881,98	71,58	112,29	212,37	143,52	136,30	155,53	186,74	169,65	1 679,99
A. Dépenses du Trésor	599,98	59,56	99,22	189,73	125,70	112,42	144,61	162,17	150,47	1 452,52
1. Service de la dette extérieure	120,81	7,69	11,55	23,80	3,06	24,66	5,28	6,77	2,58	124,22
2. Paiements diverses créances	22,96	0,58	0,58	-	-	-	-	0,00	0,00	2,88
3. Fonctionnement	456,22	51,30	87,09	165,93	122,64	87,76	139,33	155,40	147,89	1 325,42
- Fournisseurs étrangers	99,17	6,34	39,10	45,78	31,83	15,75	22,88	15,06	21,06	250,65
- CENI	78,88	21,48	3,96	43,60	40,48	18,94	63,34	85,40	64,83	483,83
B. Dépenses de la BCC	281,99	12,02	13,07	22,64	17,82	23,88	10,92	24,56	19,17	227,47
Ventes interbancaires	117,92	-	3,00	-	-	-	-	-	-	6,00
BALANCE (I - II)	- 1,42	- 2,63	194,69	- 44,92	- 48,53	- 54,17	- 11,02	- 27,87	- 91,68	69,66
Stock final (SI+REC-DEP)	844,02	841,39	1 167,15	1 146,96	1 098,43	1 044,25	1 033,30	1 005,36	913,68	913,68

Source : Banque centrale du Congo.

2.4 SECTEUR MONETAIRE

2.4.1 Evolution de la base monétaire

Au 31 décembre 2018, la situation monétaire renseigne une baisse hebdomadaire de la base monétaire de 42,5 milliards de CDF, la situant à 2.533,3 milliards. Cette régression de la monnaie centrale s'explique tant par la baisse des avoirs extérieurs nets que des avoirs intérieurs nets respectivement de 36,3 milliards de CDF et 6,2 milliards.

Tableau 11 : Base monétaire (en millions de CDF)

	déc-17	juil-18	août-18	sept-18	oct-18	nov-18	déc-18	Ecart	
<i>EN MILLIONS DE CDF (AU TAUX COURANT)</i>	Prov	Prov	Prov	Prov	Prov	Prov	Provan 24	Provan 31	
Avoirs extérieurs nets	-567 349	-3 436	35 286	-52 251	-87 563	-165 389	-284 933	-321 257	-36 324
Avoirs intérieurs nets	2 551 429	2 303 832	2 293 495	2 404 882	2 494 248	2 549 481	2 860 706	2 854 508	-6 198
Crédits intérieurs	1 039 450	590 119	604 454	643 725	795 380	818 399	976 268	1 074 450	98 182
Crédit net à l'État	360 174	-236 504	-129 372	-85 924	37 044	54 553	248 062	303 314	55 252
Créances sur les Banques commerciales	661 151	793 328	702 483	699 361	727 459	732 264	696 536	739 302	42 766
Dont Refinancement	24 243	26 610	26 486	26 806	26 508	26 547	28 893	28 898	5
Comptes RME	636 908	766 718	675 997	672 555	700 951	705 717	667 643	710 404	42 761
Créances sur le secteur privé	18 124	33 295	31 343	30 286	30 876	31 582	31 670	31 834	164
Autres postes nets	1 511 978	1 713 713	1 689 041	1 761 157	1 698 868	1 731 082	1 884 438	1 780 058	-104 380
Encours Bons BCC	35 000	20 000	18 000	18 000	18 000	35 000	40 000	42 500	2 500
Base monétaire	1 984 079	2 300 396	2 328 781	2 352 631	2 406 685	2 384 092	2 575 772	2 533 251	-42 522
Base monétaire (sens strict)	1 952 384	2 269 510	2 298 110	2 320 675	2 374 074	2 351 256	2 542 931	2 500 357	-42 574
Circulation fiduciaire	1 454 809	1 520 363	1 525 637	1 479 259	1 464 672	1 513 414	1 680 838	1 689 770	8 932
Hors système bancaire	1 355 225	1 371 195	1 366 276	1 334 654	1 330 128	1 384 074	1 551 498	1 560 430	8 932
En banque	99 583	149 168	159 361	144 605	134 544	129 340	129 340	129 340	0
Dépôts des banques commerciales	477 949	724 822	747 351	820 222	888 671	823 866	843 900	796 694	-47 206
Avoirs excédentaires	18 487	-15 887	-7 096	42 191	83 259	2 929	7 678	-39 528	-47 206
Niveau de Réserves notifié aux banques commerciales	459 462	740 709	754 447	778 032	805 412	820 937	836 222	836 222	0
Dépôts des entreprises publiques	2 907	4 247	4 784	4 522	4 299	4 358	4 573	4 436	-137
Dépôts du secteur privé	16 720	20 078	20 337	16 672	16 432	9 619	13 620	9 457	-4 162
Dépôts en devises	25 584	24 767	24 569	25 828	26 648	26 858	26 862	26 905	43
Provisions pour importations	6 112	6 120	6 102	6 128	5 963	5 979	5 980	5 989	10
									0

Source : Banque Centrale du Congo

2.4.2 . Marché monétaire

Le guichet des prêts à court terme est resté inactif depuis le 06 août 2018. De même, le guichet des facilités permanentes n'a enregistré aucune opération tout au long de l'année 2018.

Pour ce qui est du marché interbancaire, au 26 décembre, des volumes des transactions hebdomadaire et mensuel ont été enregistrés, respectivement de 26,0 milliards et 90,0 milliards de CDF au taux moyen pondéré de 6,4 %. En cumul annuel, le volume des transactions a atteint 1.464,5 milliards de CDF.

Tableau 12 : Grille des taux du système bancaire congolais

Taux BCC (%)		Déc-17	Déc-18	Janv-19
Taux directeur		20	14	14
Facilité Permanente		21	15	15
Marché Interbancaire		-	6,4	
Taux débiteur moyen des banques	MN	21,47		
	ME	15,57		
Taux Bons BCC	7 jours	16,13	1,57	-
	28 jours	20,00	4,0	7,94
	84 jours	-	-	10,67
Taux Crédeur moyen des banques	MN	4,13		
	ME	3,64		

Source : Banque Centrale du Congo.

❖ Marché des Bons de la Banque Centrale du Congo

Au 02 janvier 2018, l'encours global du Bon BCC a baissé à 37,5 milliards de CDF, venant de 42,5 milliards une semaine auparavant, constitué de 20,0 milliards pour les 28 jours et 17,5 milliards pour 84 jours. Les soumissions reçues ont enregistré un volume de transactions de 27,5 milliards contre 37,0 milliards retenues, attestant une baisse de la demande desdits titres par les banques, en raison d'incertitudes politiques.

Tableau 13 : Evolution de l'encours Bon BCC 2018

	Encours Bons BCC (en milliards de CDF)			Coût Bons BCC (en millions de CDF)			Cumul annuel
	Déc.17	26/12/2018	02/01/2019	Déc.17	26/12/2018	02/01/2019	
7 jours	30,0	17,5	-	1.512,765	5,350	-	680,91
28 jours	5,0	15,0	20,0	382,666	-	123,43	379,32
84 jours	0,0	10,0	7,5	0,0	-	186,67	1093,46
Total	35,0	42,5	37,5	1.896,209	5,350	310,1	2.153,69

Source : Banque Centrale du Congo

2.4.3. Comportement des facteurs de la liquidité bancaire

Au 31 décembre 2018, l'interaction entre les facteurs autonomes et institutionnels de la liquidité s'est traduite par une injection de 172,4 milliards de CDF contre une ponction programmée de 35,2 milliards, dégagant un écart positif de 207,6 milliards de CDF.

Tableau 14 : Facteurs de liquidité bancaire en 2018 (Flux en milliards de CDF)

	Programmation déc-18	Réalisation flux 31-déc-18	Ecart
1. Facteurs autonomes (hors circul fiduc)	117,6	552,0	434,5
2. Facteurs institutionnels	152,8	379,6	226,8
Fact. Auton Fact.Institu (1-2)	-35,2	172,4	207,6

- **Evolution des facteurs autonomes**

Au 31 décembre 2018, l'analyse de la situation monétaire intégrée provisoire révèle que les facteurs autonomes ont injecté de la liquidité à hauteur de 552,0 milliards de CDF contre une injection programmée de 117,6 milliards, dégagant un écart positif de 434,5 milliards. Cette évolution est liée aux injections réalisées tant par les avoirs intérieurs nets que les avoirs extérieurs nets, respectivement à hauteur de 305,9 milliards et 246,1 milliards de CDF.

Tableau 15 : Facteurs autonomes de la liquidité bancaire en 2018
(Flux en milliards de CDF)

	Programmation	Réalisation flux	Ecart
	déc-18	31-déc-18	
1. Facteurs autonomes (hors circul fiduc)	117,6	552,0	434,5
a) AEN	0,0	246,1	246,1
b) AIN	117,6	305,9	188,4
Crédits Intérieurs	-277,2	30,3	307,5
CNE	-162,7	-56,9	105,8
Créances sur BCM (RME)	-121,9	73,5	195,4
Créances sur le secteur privé	7,4	13,7	6,3
APN hors Bons BCC	394,8	275,6	-119,2

- **Evolution des facteurs institutionnels**

Les facteurs institutionnels ont ponctionné 379,6 milliards de CDF contre un niveau programmé de 152,8 milliards. Ce retrait de la liquidité bancaire résulte essentiellement du comportement de la réserve obligatoire qui a ponctionné 376,8 milliards de CDF.

Tableau 16 : Facteurs institutionnels de la liquidité bancaire en 2018
(Flux en milliards de CDF)

	Programmation	Réalisation flux	Ecart
	déc-18	31-déc-18	
2. Facteurs institutionnels	152,8	379,6	226,8
a) Encours Bons BCC	-32,0	7,5	39,5
b) Réserves Obligatoires	272,3	376,8	104,4
C) Encours refinancement	87,6	4,7	-82,9

- **Evolution du compte courant des banques**

Au 31 décembre 2018, le compte courant des banques a connu une baisse hebdomadaire de 47,2 milliards de CDF, se situant à 796,7 milliards. Rapproché à la moyenne notifiée de la réserve obligatoire de 836,2 milliards, il se dégage un niveau des avoirs libres négatifs des banques de 39,5 millions de CDF.

- **Evolution des émissions monétaire**

Au 31 décembre 2018, les émissions nettes cumulées se sont établies à 293,1 milliards de CDF, tenant aux émissions de 521,6 milliards et aux destructions de 228,5 milliards de CDF. Les billets recyclés se sont établis à 2.248,9 milliards, dont 65,8 % en provinces.

Tableau 17 : Evolution des émissions monétaires en 2018 (En millions de CDF)

Rubrique	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Cumul/An
Prévisions émissions	19 180,20	76 550,00	10 000,00	82 095,00	2 750,00	54 125,00	14 050,00	81 300,00	14 100,00	80 510,00	14 300,00	80 680,00	529 640,20
Emissions = (A)	10 576,60	77 133,20	16 189,65	71 177,35	8 009,75	53 749,05	17 253,80	82 880,30	12 293,25	79 417,55	17 472,20	75 411,20	521 563,90
Destructions = (B)	17 818,54	8 410,00	87 387,33	8 777,00	5 118,25	3 702,03	18 078,61	4 637,65	4 250,05	33 971,90	21 195,61	15 128,30	228 475,26
Emissions nettes (C) = (A) - (B)	- 7 241,94	68 723,20	- 71 197,68	62 400,35	2 891,50	50 047,03	- 824,81	78 242,65	8 043,20	45 445,65	- 3 723,41	60 282,90	293 088,64
Recyclage	224 430,07	142 640,55	166 311,13	177 946,90	171 264,91	153 924,01	225 725,98	214 273,95	226 741,76	216 486,53	184 000,73	145 190,45	2 248 936,98
dont au Siège	75 959,35	48 040,52	62 255,21	66 152,85	61 631,46	54 776,44	86 618,85	71 967,63	71 920,68	72 163,79	56 303,40	46 367,62	774 157,81
dont en provinces (*)	148 470,72	94 600,03	104 055,92	111 794,05	109 633,45	99 147,57	139 107,13	142 306,31	154 821,09	144 322,75	127 697,33	98 822,83	1 474 779,17

Source : Banque Centrale du Congo

(*) : Seulement les versements des banque

2.4.5. Evaluation des objectifs de la politique monétaire**Tableau 18 : Etat des objectifs de la politique monétaire**

Instruments	Niveau	Positivité	
Taux directeur	14,00 %	+6,772 points	
Taux MP (Bons BCC) à 7 jours	-	-	
Taux MP (Bons BCC) à 28 jours	10,00 %	+7,940 points	
Taux MP (Bons BCC) à 84 jours	12,00 %	+10,670 points	
Coefficient de réserve obligatoire	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Dépôts en ME : <ul style="list-style-type: none"> - 13 % pour les dépôts à vue - 12 % pour les dépôts à terme ➤ Dépôts en MN : <ul style="list-style-type: none"> - 2 % pour les dépôts à vue - 0 % pour les dépôts à terme 		
	Cible	Réalisations	Ecart
Objectif final de Politique Monétaire	décembre 2018	31 décembre 2018	
Cible annuel (%)	7,00 %	7,228 %	+0,228
Base monétaire au sens strict (milliards CDF)	2.210,4	2.500,4	+ 290,0
M2 hors provisions et dépôts en devises (milliards CDF)	2.224,4	2.474,3	+ 249,9

(*) Inflation en glissement annuel

2.5 PROPOSITIONS DE POLITIQUE

❖ Politique monétaire :

- *Taux Directeur: statu quo ;*
- *Coefficient de la RO: statu quo ;*
- *Bon BCC: ajuster les fourchettes d'appel d'offres au regard de l'évolution de la liquidité.*

❖ Politique de change

- *Tempérer les achats des devises selon l'orientation de la Haute Direction.*
-